

Dans bien des cas, ces renseignements seraient impossibles à obtenir. Les deux programmes devraient être gérés en fonction des rendements régionaux. Vous vous souviendrez sans doute des difficultés qu'a engendrées récemment le programme d'aide aux victimes de la sécheresse, qui s'appliquait de cette façon-là.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le temps réservé à l'étude des initiatives parlementaires est maintenant écoulé. Conformément au paragraphe 96(3), l'article retombe au bas de la liste de priorité du *Feuilleton*.

Comme il est 14 heures, la Chambre passe maintenant aux déclarations de députés, conformément à l'article 31 du Règlement.

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### NELSON MANDELA

**M. Ross Stevenson (Durham):** Monsieur le Président, la libération de Nelson Mandela hier a été l'occasion de réjouissances dans le monde entier. Ayant passé 28 ans en prison pour avoir dirigé le mouvement national des Noirs de l'Afrique du Sud, M. Mandela est devenu un symbole des terribles injustices propres aux lois de son pays qui proclament la suprématie des Blancs.

Ces dernières semaines, l'Afrique du Sud, à l'instar des pays d'Europe de l'Est, a été le théâtre d'événements que beaucoup ne s'attendaient pas à voir de leur vivant. Le mérite en revient en grande partie au président de Klerk qui a fait preuve d'ouverture d'esprit et qui a eu le courage d'accélérer le changement. Les événements d'hier ne signifient pas la fin de l'apartheid, loin de là, mais signalent, du moins faut-il l'espérer, la début de la fin de ce régime odieux.

Aujourd'hui nous devons encourager l'Afrique du Sud à continuer dans cette voie nouvelle et difficile et tout faire pour l'aider à préparer un avenir auquel chacun de ses citoyens pourra participer.

\* \* \*

### L'ENVIRONNEMENT

**Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir et la satisfaction d'informer la Chambre que le Parlement met aujourd'hui en lumière la préservation de l'environnement par l'opération super ampoule. Trois entreprises canadiennes, Philips Electronique, Générale Electrique Canada et Sylvania, ont pré-

### Article 31 du Règlement

senté au Président 1 200 ampoules qui économisent l'énergie.

On en distribuera une à chacun des députés et des sénateurs pour leur bureau, ainsi qu'à 800 employés des Communes aux fins d'une enquête sur la consommation efficace de l'électricité au foyer. Ces ampoules éclairent autant qu'une ampoule ordinaire mais elles utilisent seulement 20 p. 100 de l'énergie.

Réduire la demande d'énergie, c'est consommer moins de combustibles fossiles et émettre moins de dioxyde de carbone, le principal agent de l'effet de serre et du réchauffement de la planète. Les députés doivent comprendre que, durant sa vie, chacune de ces ampoules réduira les émissions de dioxyde de carbone de plus d'une tonne.

J'espère que cette première fois où le Parlement et les services gouvernementaux jouent le rôle d'éclaireurs pour la préservation de l'environnement mondial ne sera pas la dernière.

\* \* \*

### LE BUDGET

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** Dans son récent rapport au ministre de l'Environnement, monsieur le Président, le Conseil consultatif déclare que le Canada est en déséquilibre. Ses différentes régions sont dévastées à cause des politiques et des programmes de toutes sortes que le gouvernement applique et qui ont abouti à des coupes dans les programmes de développement régional, dans les paiements de transfert aux provinces au titre des soins de santé, du bien-être social et de l'enseignement, dans le programme de l'assurance-chômage, dans les crédits alloués à VIA Rail, et en raison de cette décision de surseoir à l'adjudication du contrat pour la construction du Polar 8.

Des provinces comme la Colombie-Britannique n'obtiennent pas leur juste part des contrats fédéraux et deviennent rapidement des régions oubliées du Canada. Par suite de ces abus et de l'indifférence du gouvernement, certains ont commencé à faire circuler une pétition en Colombie-Britannique invitant leurs concitoyens à déclarer s'ils souhaitent se séparer du reste du Canada. Les organisateurs déclarent que la goutte qui a fait déborder le vase, ce sont les impôts élevés du gouvernement actuel ainsi que sa décision d'imposer une taxe de vente de 7 p. 100 sur les produits et services.

Où dont le gouvernement fédéral manifeste-t-il sa volonté de construire ce pays? Quand donc les provinces de l'Ouest, et notamment celle de la Colombie-Britannique, obtiendront-elles leur juste part? Quand donc le gouvernement fédéral actuel tiendra-t-il compte de leurs opinions et de leurs préoccupations? Il n'a fait